

L'Afrique au centre des convoitises

L'Afrique a été ces dernières années le théâtre d'une course à l'investissement sans précédent. À coups de milliards de dollars, les contrats avec les pays africains se démultiplient à une vitesse impressionnante et les enveloppes d'investissement ne cessent de grossir. Le potentiel de l'Afrique n'est donc plus à prouver et attire toutes les convoitises.

Temps de lecture : minute

9 février 2018

Dans ce contexte de concurrence ardue, la France, pourtant partenaire historique de l'Afrique, ne figure même plus dans les cinq premiers investisseurs sur le continent africain.



La première place du podium est occupée par la Chine qui a investi 38,4 milliards de dollars durant la période 2015-2016. La deuxième place revient aux Emirats Arabes Unis avec un investissement cumulé sur la période de 15,5 milliards de dollars. L'Italie quant à elle et contre toute attente occupe la troisième position avec des investissements publics et privés de l'ordre de 11,6 milliards de dollars. Enfin, les quatrième et cinquième positions sont respectivement occupées par les États-Unis et le Maroc avec des investissements respectifs de 10,1 et 8,4 milliards de dollars.

Cependant, ces 12 derniers mois ont été marqués par un regain d'intérêt

de la France pour l'Afrique notamment avec la nouvelle politique du président Emmanuel Macron qui a soufflé un vent de renouveau sur ses relations avec le continent. Ainsi, quelques mois à peine après son installation à l'Élysée, il organise une tournée initiatique en Afrique durant laquelle il annonce un milliard d'euros d'investissement dans les PME africaines.



Source : Article Jeune Afrique 2017

Cet investissement sera réparti comme suit :

- 750 millions d'euros pour Proparco, filiale de l'AFD chargée du secteur privé, qui seront utilisés pour investir en capital dans des PME africaines sur la période 2018-2022.
- 120 millions d'euros injectés dans un deuxième fonds FISEA (Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique). FISEA est un fonds détenu par l'AFD et conseillé par PROPARCO qui a pour vocation de prendre des participations relativement risquées dans les pays instables et les secteurs traditionnellement délaissés par les investisseurs.
- Une quatrième mouture d'Averroès Finance IV, abondée de 60 millions d'euros par l'AFD et BPIfrance. Averroès Finance IV est un fonds de fonds avec une taille visée de 150 millions d'euros. L'objectif d'Averroès Finance IV est d'investir dans des fonds performants qui opèrent dans des pays distincts de manière à couvrir l'intégralité du continent africain.
- 33 millions d'euros pour le fonds franco-africain alimenté par l'AFD et BPIfrance et géré par AfricInvest..
- La grande nouveauté de ce projet d'investissement est la création d'une facilité de financement dotée de 15 millions d'euros à investir exclusivement dans le domaine de l'économie numérique.

Par le biais de ces investissements importants, la France affirme sa confiance dans le potentiel du continent africain et espère contribuer à son développement tout en dégagant une plus-value avec un effet multiplicateur de 1 à 10 pour ce milliard d'investissement , comme en témoigne le discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou. .

Si ce milliard d'euros est une excellente nouvelle pour les entreprises africaines, il reste majoritairement réservé à une catégorie d'entreprises plutôt proches des ETI que des PME. À l'exception de la facilité de financement de 15 millions € à destination des startups du numérique, ces véhicules d'investissement ciblent très peu le segment des PME dont les besoins en financement sont en général inférieurs à 2 millions d'euros.

En effet, leurs coûts opérationnels et de gestion (sélection, due-diligence, suivi, reporting, etc.) ne leur permettent pas de multiplier les investissements de petites tailles.

Afin de pallier ce problème, ces véhicules d'investissement pourraient investir dans des fonds de petites tailles ou dans des fonds de co-investissement avec les plateformes d'Equity crowdfunding. Cela leur permettrait d'accéder à un portefeuille diversifié de PME tout en mutualisant les coûts de " Sourcing " et de gestion. De plus, et dans le cas d'un fonds de co-investissement avec des plateformes d'Equity Crowdfunding, cela offre l'avantage de créer un effet de levier en mixant fonds publics et fonds privés.

Article original à relire sur le blog d'Afrik'Idea